



Le journal du Médecin

• www.lejournaldumedecin.com

LA RÉFÉRENCE POUR LES MÉDECINS GÉNÉRALISTES ET SPÉCIALISTES

41^E ANNÉE N° 2635 - JEUDI 25 JUIN 2020 - € 3 - HEBDOMADAIRE - P309580 - ROULARTA HEALTHCARE - RUE DE LA FUSÉE 50, BTE 14 - 1130 BRUXELLES

« Garder une norme de croissance à seulement 1,5% serait très mal vu par la population »

« Nous ne devons pas perdre le momentum qui se présente actuellement. Le secteur de la santé a montré combien il est nécessaire pour faire tourner le pays. Nous demandons au monde politique d'investir dans les soins. C'est la clé de notre avenir », estime Patricia Lanssiers, directrice générale de la fédération Gibbis.

Le journal du Médecin: La leçon essentielle de cette pandémie n'est-elle pas qu'il faut soutenir davantage le secteur de la santé ?

Patricia Lanssiers : L'année passée au moment des élections, la santé n'était vraiment pas une priorité des partis politiques. Depuis la pandémie, la santé est véritablement au centre des priorités. Nous sommes dans un momentum qui devrait favoriser un investissement plus important dans le secteur de la santé.

Le prochain gouvernement devra-t-il revoir à la hausse la norme de croissance des soins de santé ?

Je ne peux pas m'imaginer que le gouvernement ne le fasse pas. Garder une norme de croissance de 1,5% serait très mal vu par la population. Cela ne représente que 400 millions sur un budget de 26 milliards, soit de 70 à 80 millions pour les hôpitaux. Or, lors de cette pandémie, les besoins des hôpitaux ont été énormes. La norme de croissance n'est plus adaptée. Elle doit être augmentée. Il faut également une prévisibilité budgétaire dans les années à venir pour les hôpitaux et les maisons de repos. Il faut réinvestir dans ces institutions, dans le personnel soignant et en santé mentale.

À combien estimez-vous l'impact financier de la pandémie sur les hôpitaux ?

Plusieurs chiffres circulent, allant de un à deux milliards à cinq à sept milliards. Nous estimons que cet impact s'élève à entre deux à trois milliards.

Certains dirigeants hospitaliers, comme le président de l'Association belge des directeurs d'hôpitaux, Paul d'Otreppe, estime que la pandémie a montré les limites du système de financement des hôpitaux (*lire JM-Hospitals n°6*), entre autres, parce que les médecins qui n'ont pas pu travailler, ont vu leurs revenus fondre. Il plaide pour une réduction du paiement à l'acte et une augmentation de la forfaitarisation. Qu'en pensez-vous ?

Une forfaitarisation accrue est une des pistes de réflexion. Il est clair qu'il faut revoir le financement hospitalier, beaucoup trop complexe. Nous n'avons pas encore la solution-miracle. Il y a beaucoup de tenants et d'aboutissants et de nombreux interlocuteurs autour de la table. Il faut continuer à y réfléchir.

Pour Gibbis, il est important que, malgré l'arrêt des activités électives durant la crise, imposé par les autorités, les médecins aient une rémunération correcte.

Lire en page 11

4 œuvres d'art pendant 1 an

ART-Gallery.be

Cette année, étant donné les circonstances exceptionnelles liées au Covid-19, nous n'offrirons pas de voyages aux participants de notre concours d'été annuel. Nous avons trouvé une très belle alternative, grâce à notre partenaire ART-Gallery.be. En 2020, nous allons couronner non pas un mais quatre gagnants. Chacun recevra une œuvre d'art pour une période d'un an, que ce soit pour son cabinet ou pour chez lui. Les œuvres d'art de Steve Locatelli, Oli-B, Joachim et

Oli-B



Steve Locatelli



Joachim

Klaas Vanderperren seront soigneusement livrées aux gagnants et accrochées au mur par des professionnels. Dans nos journaux d'été (du 2 et 9 juillet et 20 et 27 août) et sur notre site www.lejournaldumedecin.com nous vous présenterons les quatre artistes, les œuvres et la façon de participer au concours.



Klaas Vanderperren

H.V.N.

4 Bientôt une application pour le traçage ?

5 Diabète : un registre national est indispensable

9 La pandémie selon Horton

Suite de la Une

« Il faut financer la capacité de réaction »

Patricia Lanssiers, directrice générale de Gibbis, pointe les atouts et les faiblesses du secteur de la santé.

Quel bilan tirez-vous de cette crise sanitaire ?

Patricia Lanssiers : Les hôpitaux ont fait preuve d'une grande capacité de réaction, entre autres pour s'organiser en quelques jours, par exemple pour augmenter le nombre de lits de soins intensifs. Il faut tirer les leçons de cette crise pour le long terme et penser à structurer, et également à financer, cette capacité de réaction.

Dans les atouts de notre secteur, il faut pointer la mobilisation du personnel soignant. Indépendamment du mouvement des « blouses blanches », il y a eu un enga-

gement sans faille du personnel soignant. Nous devons continuer à travailler pour augmenter le nombre d'infirmières et d'infirmiers au chevet des patients. Heureusement, le Fonds « blouses blanches » a été confirmé à la Chambre la semaine passée (lire sur notre site). Notre fédération s'est beaucoup investie dans la concrétisation de ce mécanisme.

Cette crise a révélé une grande solidarité entre les différents partenaires des soins de santé, par exemple, entre les généralistes et les maisons de repos, entre les hôpitaux, entre les réseaux même s'ils ne sont pas encore tous officiellement

formés à Bruxelles... Des patients ont pu être transférés d'un site hospitalier à l'autre. Il y a eu aussi une bonne collaboration entre les fédérations et les autorités. Nous avons pu compter sur la bonne volonté des hauts fonctionnaires, du gouverneur... Nous étions en contact très régulièrement avec les autorités. Dans le feu de l'action, cette solidarité a été belle à voir.

Quel a été le talon d'Achille du secteur ?

Une des faiblesses importantes a été la complexité de notre gouvernance et le nombre d'autorités compétentes en matière de soins de santé. Durant la crise, Gibbis a dû siéger dans une quinzaine

de groupes de travail différents. Cela montre la volonté des autorités de prendre en compte l'avis des fédérations, mais cela révèle aussi la complexité de notre système. Dans certains groupes, toutes les entités fédérées et l'autorité fédérale étaient représentées.

La pénurie du matériel de protection, le flux tendu au niveau de la livraison des médicaments, la mise en place tardive du testing... ont fortement perturbé le fonctionnement des institutions. L'arrêt, bien nécessaire, des activités électives des hôpitaux a provoqué une incertitude financière pour les hôpitaux.

Un entretien de Vincent Claes



©Th.Strickaert

Patricia Lanssiers : « Il y a eu un engagement sans faille du personnel soignant. »

Un soutien quotidien

Durant la crise, Gibbis a continué à aider ses 50 membres, qui représentent plus de 6.500 lits et places en institutions et dans lesquelles travaillent plus de 15.000 personnes. « Nous avons dû nous réinventer durant cette période. Il a fallu très rapidement nous réorganiser, entre autres, parce que notre équipe a fonctionné en télétravail. Cette expérience a été très intéressante et stimulante », confie Patricia Lanssiers. « Nous nous sommes rendus disponibles sept jours sur sept pour nos membres. » Gibbis a créé de nouveaux outils de communication pour soutenir ses

membres : une newsletter factuelle quotidienne résumant la situation et rassemblant toutes les informations, des vidéo-conférences et des conférences avec des représentants des autorités fédérales et régionales pour permettre aux institutions de se faire entendre et de présenter la réalité de terrain. « Ces différentes initiatives ont été fortement appréciées par nos membres », confie la directrice générale. « Nous les avons tenus jour après jour au courant de l'évolution et nous les avons écoutés pour pouvoir être le plus efficace possible. »

Steglatro[®]
(ertugliflozin)

Segluromet[®]
(ertugliflozin and metformin HCl)

Steglujan[®]
(ertugliflozin and sitagliptin)

BE-LUJ-00003 - Date of last revision : 04/2020